

Bulletin d'information #18

Août 2023 - Financement durable de la GDSM



© DAMF Programme

Contenu

Contenu	0
Défis et opportunités d'un système de financement durable de la GDSM	1
Études de cas	2
Connaître nos affiliés	5
L'Outil Waste Wise Cities (WaCT)	7
Actualités de Waste Wise Cities et de la Plateforme Africaine des Villes Propres	9
Appel à l'action	12



Défis et opportunités d'un système de financement durable de la GDSM

La mise en place ou l'amélioration d'un système de financement durable pour la gestion des déchets solides municipaux (GDSM) est l'un des principaux défis à relever pour assurer le fonctionnement durable du système de GDSM dans les villes, en particulier dans les pays émergents.

De nombreux pays à faibles et moyens revenus sont souvent confrontés à des déficits budgétaires pour fournir des services de gestion des déchets. Selon une étude de la Banque Mondiale, les dépenses de gestion des déchets solides dans les villes des pays à faible revenu représentent environ 19 % du budget municipal total¹, et certaines villes dépensent jusqu'à 50 % du budget municipal total pour leurs opérations de gestion des déchets solides^{2 3}. Afin d'améliorer le système de financement de la gestion des déchets de la ville, il est essentiel de réduire les coûts opérationnels et de mobiliser et gérer les ressources financières de manière durable, par exemple en stimulant le recouvrement des coûts par le biais d'activités de récupération¹.

Les défis et les opportunités des systèmes de financement de la GDS durable varient en fonction du contexte spécifique des différentes régions. Voici quelques défis et opportunités communs qui sont souvent associés aux systèmes de financement de la GDSM durable:

► Les défis

1. Investissement initial:

La mise en place d'infrastructures de GDS durables, telles que des sites d'élimination sanitaire, des installations

de recyclage ou des équipements de collecte et d'élimination, constitue souvent un défi, en particulier pour les municipalités disposant de ressources financières limitées, mais il s'agit d'une condition préalable à l'offre de services cohérents aux citoyens. Cependant, cela nécessite souvent un investissement initial important.

2. Viabilité financière:

Assurer la viabilité financière à long terme des systèmes de gestion des déchets solides municipaux est un défi auquel sont confrontées de nombreuses villes. Les dépenses opérationnelles pour la main-d'œuvre, le carburant, l'entretien des équipements, la dépréciation des véhicules, l'entretien d'autres actifs et la gestion des décharges représentent généralement plus que les investissements en capital dans les budgets municipaux totaux¹.

3. Recouvrement des coûts:

Concevoir un système de financement qui garantisse une génération de revenus suffisante pour couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure de GDS n'est pas non plus facile pour de nombreuses villes. Parvenir à recouvrer les coûts tout en maintenant les services de gestion des déchets à un niveau abordable pour les citoyens est un exercice d'équilibriste. La plupart des pays, à l'exception de quelques pays à revenu élevé, ne peuvent pas recouvrer entièrement leurs coûts opérationnels à partir des frais d'utilisation et ont besoin de subventions du gouvernement national ou de dons de donateurs internationaux¹.

4. Sensibilisation et engagement limités:

Les municipalités peuvent être confrontées à des difficultés pour sensibiliser les citoyens à l'importance des pratiques de gestion durable des déchets et aux coûts associés. Ce manque de sensibilisation peut affecter le soutien du public aux initiatives de financement.

5. Secteur informel des déchets:

Dans de nombreuses régions, une part importante de la gestion des déchets est assurée par le secteur informel, qui opère en dehors des cadres réglementaires officiels. L'intégration du secteur informel dans un système de financement durable nécessite certaines coordinations et mesures réglementaires ainsi que la coordination des parties prenantes.

► Opportunités

1. Réduction des coûts grâce à la réduction des déchets :

Des programmes efficaces de réduction des déchets et de tri à la source peuvent conduire à des économies dans les opérations de gestion des déchets. En réduisant la production de déchets et en maximisant les taux de recyclage, les municipalités peuvent potentiellement réduire la charge financière globale. Une méthode efficace pour promouvoir le tri à la source et le recyclage est le financement basé sur les résultats (RBF). Le RBF est un mécanisme de financement des déchets solides municipaux qui établit le paiement des services de gestion des déchets solides sur la base de la réalisation et de la vérification d'objectifs

¹ Kaza, S. et al. (2018) *What a waste 2.0: A global snapshot of Solid Waste Management to 2050*. Washington, DC: World Bank Group.

² Henry, R.K., Yongsheng, Z. and Jun, D. (2006) 'Municipal solid waste management challenges in developing countries – Kenyan case study', *Waste Management*, 26(1), pp. 92–100. doi: 10.1016/j.wasman.2005.03.007.

³ Guerrero, L.A., Maas, G. and Hogland, W. (2013) 'Solid waste management challenges for cities in developing countries', *Waste Management*, 33(1), pp. 220–232. doi: 10.1016/j.wasman.2012.09.008.



prédéterminés⁴. En d'autres termes, en liant le financement à la performance, le RBF encourage les parties prenantes responsables des services de gestion des déchets à exploiter efficacement le système et à promouvoir l'innovation ainsi que des solutions adaptées au niveau local¹.

2. Génération de revenus à partir de la récupération des ressources:

Les pratiques de gestion durable des déchets, telles que le recyclage et le compostage, offrent des possibilités de générer des revenus grâce à la vente de matériaux recyclables et de compost. Ces sources de revenus peuvent contribuer à compenser les coûts de la gestion des déchets.

3. Les partenariats public-privé (PPP):

Les collaborations entre les secteurs public et privé peuvent apporter une expertise, une technologie et des ressources financières supplémentaires. Les PPP peuvent contribuer à mobiliser les investissements du secteur privé et à accélérer le développement d'une infrastructure durable de gestion des

déchets solides municipaux. Les PPP nécessitent des processus de passation de marchés simples et transparents, des risques politiques et monétaires minimales et des systèmes juridiques solides qui appliquent les paiements et encouragent les utilisateurs à respecter les règles et réglementations en matière de gestion des déchets¹. Il est important que les entreprises privées aient peu de risques à participer au système de gestion des déchets¹.

4. Responsabilité élargie des producteurs (REP):

La mise en œuvre de politiques de REP peut déplacer la charge financière de la gestion des déchets des municipalités vers les producteurs, en les encourageant à adopter des emballages plus durables et à assumer la responsabilité de la gestion de la fin de vie de leurs produits. Les producteurs peuvent payer le coût de la collecte et de l'élimination directement aux municipalités ou mettre en place un système permettant aux citoyens de rapporter leurs produits¹. Les systèmes de REP visent à réduire la quantité de déchets produits et les coûts des municipalités, et à encourager la consommation durable⁵.

5. Transition vers l'économie circulaire:

Le passage à une économie circulaire, où les déchets sont minimisés, les ressources conservées et les matériaux maintenus dans un usage productif, offre une opportunité de financement durable de la gestion des déchets solides municipaux. Cette transition génère des avantages économiques grâce à l'augmentation de l'efficacité des ressources et à la réduction de la production de déchets.

En conclusion, il est important de noter que la mise en œuvre réussie d'un système de financement durable de la gestion des déchets solides nécessite une approche intégrée comprenant une planification et une gestion minutieuses, l'engagement des parties prenantes et un suivi et une évaluation continus afin de s'adapter à l'évolution des défis et de capitaliser sur les opportunités émergentes. En outre, il convient d'envisager un ensemble de stratégies pour mettre en œuvre de manière durable les projets de gestion des déchets solides, car les sources de financement appropriées dépendent fortement du contexte local¹.

Études de cas

Financement de l'inclusion sociale des ramasseurs de déchets par le biais de systèmes de REP pour les emballages : une étude de cas brésilienne

Cet article a été rédigé par Flávio de Miranda Ribeiro, Université catholique de Santos, Brésil.

Cet article a été rédigé par Flávio de Miranda Ribeiro, Université catholique de Santos, Brésil.

Comme de nombreux pays en développement, le Brésil est confronté à des défis en matière de gestion des déchets solides municipaux (MSWM). Sur la production totale de DSM (81,8 millions de tonnes par an), 29,7 millions



⁴ Lee, M. et al. (2014) Results-based financing for municipal solid waste. Washington, DC: Global Urban and DRM Unit, World Bank.

⁵ Product Stewardship Initiative. (2014) Electronics EPR: A Case Study of State Programs in the United States. Boston, MA: Product Stewardship Initiative.



de tonnes par an sont mal gérées et finissent dans des décharges ou dans l'environnement. Selon les données de 2021, 2 826 municipalités (sur 5 568) ne disposent pas d'une décharge adéquate, et la collecte sélective est encore moins pratiquée.

Néanmoins, certains matériaux présentent des taux de recyclage importants, comme les canettes en aluminium (98,7 %), le papier (66,9 %) et les canettes en acier (47,1 %), tandis que d'autres augmentent leur récupération, comme le verre (25,8 %) et le plastique (23,1 %). Au lieu d'être le résultat de systèmes officiels, ces réalisations sont dues au travail historique des ramasseurs de déchets qui, au cours des 40 dernières années, sont passés des décharges au processus de séparation, dans des coopératives organisées.

En 2022, le Brésil comptait 1 996 coopératives de ramasseurs de déchets, regroupant 59 609 travailleurs, qui triaient 1,3 million de tonnes de matériaux recyclables par an. Ces chiffres sont toutefois sous-estimés, étant donné qu'il y a encore beaucoup de personnes en cours de formalisation, en plus d'un grand nombre de ramasseurs de déchets autonomes. Leur organisation

en coopératives permet non seulement l'inclusion sociale, la dignité et de meilleures conditions de travail, mais aussi leur intégration dans le système formel de gestion des déchets solides.

La formalisation des ramasseurs de déchets a été grandement améliorée par la politique nationale sur les déchets solides, promulguée en 2010. Il existe plusieurs obligations, notamment la mise en œuvre de systèmes similaires à la REP (et non la REP traditionnelle où la responsabilité est partagée tout au long du cycle de vie du produit) et l'obligation de donner la priorité aux ramasseurs de déchets dans le cadre de la gestion des déchets municipaux solides et de la mise en œuvre de la REP. Depuis lors, les entreprises privées soutiennent les coopératives selon différents modèles, avec des expériences inspirantes. L'un des programmes les plus réussis s'appelle "hands to the future" (DAMF, acronyme portugais).

DAMF a été créé en 2006 par trois associations industrielles (beauté et soins personnels; produits d'entretien; et pain et pâtes alimentaires industrialisés), rejoignant 204 entreprises en 2022. À partir d'un diagnostic complet et d'une "planification stratégique participative", les investissements nécessaires sont définis au cas par cas. Ces programmes peuvent inclure différents types de soutien, allant du conseil technique et de la formation à l'amélioration des installations, aux technologies de l'information et à l'équipement, aux conseils pour la formalisation et le fonctionnement des coopératives.

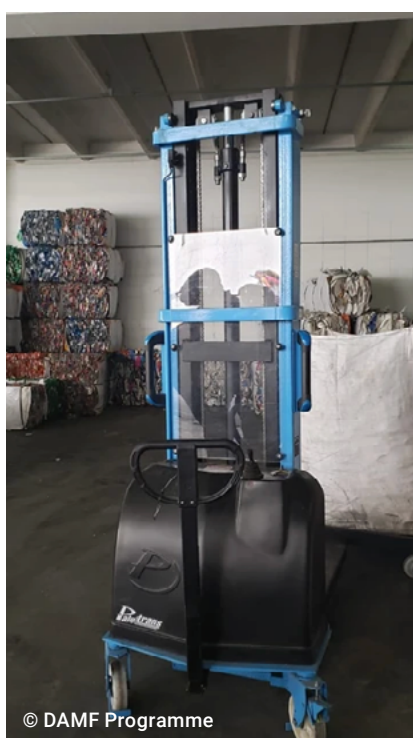
Les revenus des ramasseurs de déchets proviennent de la vente de matériaux, mais lorsqu'une coopérative est pleinement structurée, le DAMF modifie son modèle de partenariat en payant un service de tri, basé sur le poids des matériaux. En échange de ce soutien, un contrat garantit que DAMF peut utiliser la quantité de matériaux triés pour se conformer à l'objectif de REP de leur entreprise.

En 2022, DAMF a soutenu 182 coopératives dans 165 municipalités, bénéficiant à 6 019 ramasseurs de déchets, responsables du tri de 163 845 t/an (dépassant l'objectif de DAMF de 118 534 t/an pour 2022). Depuis 2013, plus de 966 tonnes de matériaux ont été récupérés, ce qui représente pour les municipalités un allègement de la gestion des déchets solides municipaux, tant sur le plan opérationnel que financier.

Ces résultats sont la conséquence d'un effort continu de l'industrie réglementée qui, depuis 2013, a investi plus de 29,4 millions de dollars dans les coopératives de ramasseurs de déchets par l'intermédiaire du DAMF. La valeur annuelle augmente et, en 2022 seulement, un total de 5,1 millions de dollars a été investi, y compris l'équipement (1,6 million de dollars en camions de transport, chariots élévateurs, tapis de tri et autres), le paiement des services de tri (1,5 million de dollars) et d'autres.

Cependant, le résultat le plus important du DAMF est le bénéfice social. Une fois formalisés en coopératives, les ramasseurs de déchets peuvent bénéficier d'avantages liés au travail. En outre, les investissements du programme ont conduit à des améliorations opérationnelles, et leur productivité moyenne augmente d'année en année, 21% d'entre eux triant plus de 3 t/ personne/mois. Par conséquent, leurs revenus augmentent chaque année, 65 % d'entre eux gagnant plus que le salaire minimum brésilien en 2022, avec un revenu moyen supérieur de 18,4 % à cette valeur (pour plus de 6 000 ramasseurs de déchets bénéficiant d'un soutien).

L'étude de cas du DAMF montre l'énorme potentiel des entreprises privées pour soutenir les ramasseurs de déchets, par le biais de la conformité à la REP des emballages, en promouvant à la fois l'inclusion sociale et l'amélioration de la gestion des déchets solides au niveau des municipalités. Néanmoins, certains défis restent à relever : éviter les resquilleurs et augmenter les objectifs de REP des emballages (22% actuellement),





© DAMF Programme

afin de bénéficier à un nombre croissant de ramasseurs de déchets ; mieux intégrer la REP et la GDS, afin de favoriser davantage de municipalités ; et amplifier le modèle de paiement des services de tri, afin de garantir une source de revenus plus stable pour les ramasseurs de déchets.

Une transition vers un financement durable de la gestion des déchets solides urbains par le biais d'un système de paiement à l'utilisation (PAYT) : une étude de cas française

Cet article a été rédigé par Françoise Bonnet, ACR+, Belgique.

Besançon et ses municipalités environnantes en France, représentant plus de 225 000 habitants, avaient un système de gestion des déchets assez traditionnel, avec des niveaux élevés de déchets résiduels envoyés à une usine d'incinération, composée de deux fours, un ancien construit en 1976 et un second datant de 2002.

En 2008, au lieu de dépenser de l'argent pour l'entretien du vieux four, Besançon, membre de l'ACR+, et ses municipalités environnantes ont décidé de commencer à abandonner l'incinération et de fermer le vieux four. Pour ce faire, ils ont mis en place un programme ambitieux de prévention des déchets, de compostage décentralisé combiné à un système de paiement à la levée (PAYT). L'idée derrière ce programme était de préserver la santé publique et d'économiser de l'argent.

Au début du programme, la quantité de déchets résiduels par habitant était de 217 kg/an. Elle a décidé de fixer un objectif de 180 kg de déchets résiduels

par habitant d'ici 2015 et de 55 % de collecte sélective.

La municipalité de Besançon et toutes les municipalités concernées ont reçu un soutien financier du programme Life de l'Union européenne dans le cadre du projet " Déchets au régime " de 2012 à 2016, qui a permis de tester et de mettre en œuvre des solutions, y compris la mise en place d'un système de paiement par carte. En outre, de petites installations de compostage locales ont été mises en place.

Le système PAYT est un système de redevance par lequel les citoyens paient en fonction de la quantité de déchets résiduels qu'ils génèrent. Habituellement, et dans le cas présent, la redevance est divisée en deux composantes : une redevance fixe basée sur la taille de la poubelle du citoyen/ménage et une composante variable qui dépend du nombre de dépôts et, dans certains cas, du poids de la poubelle. Le système PAYT a permis d'augmenter la collecte

sélective des déchets (principalement des déchets d'emballage pour lesquels il existe un système national de responsabilité élargie du producteur (REP)), et surtout d'inciter les citoyens à commencer à composter leurs déchets alimentaires, réduisant ainsi les déchets qu'ils produisent et, par conséquent, la redevance à payer.

Grâce à l'amélioration de la collecte sélective des déchets, la qualité des déchets récupérés a augmenté et, par conséquent, les revenus de la vente des matériaux aussi, ce qui a réduit la part des coûts de gestion des déchets couverts par les citoyens de 80 % à 65 %. En conséquence, la redevance moyenne par habitant à Besançon et dans les communes environnantes était de 72 € par an en 2015, ce qui est nettement inférieur à la moyenne française de 89 € par habitant.

En 2021, la redevance moyenne par habitant à Besançon et dans ses environs était encore inférieure de 20 € à la moyenne française.



Accueil des nouveaux locataires

© Elodie GENESTE



© Elodie GENESTE

Connaître nos affiliés

Dans cette section, nous donnons à nos affiliés Waste Wise Cities la possibilité de se présenter.

Circular Plastic Institute (Institut du plastique circulaire)



Circular Plastic Institute (CPI), residente en la Karachi School of Business and Leadership (KSBL), se creó en 2022 para servir de plataforma interdisciplinar y colaborativa de investigación y promoción para que las partes interesadas públicas, privadas y académicas avancen hacia un futuro de cero residuos en Pakistán basado en datos. El objetivo de CPI es reunir a profesionales, académicos y partes interesadas de los ámbitos público, privado y sin ánimo de lucro para generar pruebas y transferir conocimientos sobre la economía circular, con especial atención a los plásticos, utilizando varios modelos de asociación entre centros y partes interesadas.

Situado en el ámbito académico, el CPI facilita colaboraciones y asociaciones en todo el ámbito de la circularidad del plástico (incluidos, entre otros, los agentes anteriores y posteriores, los departamentos y organismos gubernamentales pertinentes, como el Ministerio de Cambio Climático o la Cámara de Comercio) para producir trabajos beneficiosos.

El objetivo de generar un análisis basado en pruebas y aumentar la transferencia de información/conocimientos, así como la comprensión del ecosistema del plástico

circular en Pakistán, es proporcionar una investigación basada en pruebas y datos, así como la capacitación de las partes interesadas pertinentes para apoyar los cambios en las prácticas y políticas basadas en los resultados de la investigación, los servicios de consultoría y asesoramiento, y otros programas de acciones clave (por ejemplo, el desarrollo de cursos cortos, planes de estudio, formación ejecutiva) en relación con las cuestiones clave identificadas (Figura 1).

<p>Investigación aplicada no colaborativa</p> <ul style="list-style-type: none"> La investigación se lleva a cabo en laboratorios y se centra en la investigación fundamental o básica. Las iniciativas de investigación aplicada están fragmentadas y son poco sistemáticas. 	<p>Competencias rezagadas</p> <ul style="list-style-type: none"> Faltan conocimientos de vanguardia y de primera clase específicos para una economía circular de los plásticos. Dependencia excesiva de consultorías internacionales o multilaterales costosas. 	<p>La política necesita una evaluación comparativa</p> <ul style="list-style-type: none"> La promoción de políticas y los objetivos no suelen tener una base científica o de datos. Existe un vacío en la estandarización horizontal y vertical de las políticas. 	<p>Falta de acceso a la información</p> <ul style="list-style-type: none"> Los líderes de los sectores público y privado no tienen acceso a plataformas que les permitan conocer los últimos conocimientos y tendencias.
--	--	--	--

Figure 1 Identified key issues challenging data-driven move towards a zero plastic waste future in Pakistan

African Solution (Solution Africaine)



African Solution a été fondée en 2001 par Abdi Hirsi Ali afin de contribuer à la recherche d'une solution pour protéger l'environnement somalien contre une mauvaise gestion des déchets plastiques. Depuis, l'entreprise a développé ses activités de recyclage et de protection de l'environnement. L'entreprise a obtenu son statut juridique en 2015.

L'entreprise participe à la protection de l'environnement en procédant à des nettoyages terrestres et marins et en recyclant les plastiques pour en faire des tuiles écologiques, des pavés, des carreaux de salle de bain, des briques, des poteaux de clôture, etc. Elle joue un rôle majeur dans la gestion des déchets municipaux afin d'atténuer le changement climatique et son impact. L'entreprise de recyclage a beaucoup contribué à la gestion des plastiques et d'autres déchets en recyclant et en

éliminant et gérant correctement les décharges de Mogadiscio et de Kismayo.

L'entreprise est également une entreprise sociale qui rend à la société ce qu'elle lui a donné en formant des groupes vulnérables et minoritaires aux activités de recyclage, leur offrant ainsi des possibilités d'emploi qui amélioreront leurs moyens de subsistance. Les femmes vulnérables des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays se voient offrir la possibilité de participer à la collecte des plastiques et de les apporter à la décharge de l'entreprise pour un montant symbolique de 0,50 dollar par kilo. Cela a incité davantage

de femmes à s'impliquer dans la gestion des déchets plastiques. Nous travaillons avec nos communautés et les autorités locales.

Vous pouvez observer les activités de African Solution :

- [Somalie Déplacés : Une usine de recyclage permet aux femmes de gagner de l'argent](#) (En anglais seulement)
- [Une entreprise somalienne fabrique des tuiles à partir de plastiques recyclés](#) (En anglais seulement)



Affiliés de Waste Wise Cities

Voulez-vous :

- Soutenir Waste Wise Cities et améliorer la gestion des déchets dans les villes du monde entier ?
- Devenir un partenaire officiel de Waste Wise Cities et de l'ONU-Habitat ?
- Figurer sur le site Internet de Waste Wise Cities ?
- Mettre en œuvre l'outil Waste Wise Cities (WaCT) ?
- Lire vos activités dans cette lettre d'information ?
- Faire beaucoup plus ?

Alors [contactez-nous](#) et devenez un affilié de Waste Wise Cities ! Ensemble, nous pouvons devenir Waste Wise (sages en matière de déchets) !

L'Outil Waste Wise Cities (WaCT)

Vous avez oublié ce qu'est l'outil Waste Wise Cities ? Pas de souci, vous trouverez toutes les informations sur notre [site web](#).

Vous trouverez [ici](#) les villes qui ont déjà soumis des données collectées avec l'outil Waste Wise Cities Tool (WaCT) et, comme vous pouvez le voir dans l'article ci-dessous, de plus en plus de données sont disponibles.

Application de l'outil WaCT à Homabay, Kenya

Le comté de Homabay est l'un des membres de Waste Wise Cities et de la Plateforme africaine des villes propres. C'est l'un des 47 comtés du Kenya qui se trouve dans la région de Nyanza, dans le bassin du lac Victoria. Il couvre une superficie de 3 183,3 km et compte une population de 1 131 950 habitants (recensement de 2019). On estime que 14 % de la population vit dans des zones urbaines. Le lac Victoria est une source majeure de subsistance pour le comté de Homabay, dont l'économie est ancrée dans l'agriculture et la pêche.

Homabay a réalisé le suivi de l'indicateur 11.6.1 de l'ODD à l'aide de l'enquête sur la

pauvreté et l'exclusion sociale, de février à mars 2023. L'enquête a couvert les trois sous-comtés, à savoir Homabay Town, Oyugis et Mbita. Les résultats montrent que la ville génère 76 tonnes de déchets solides municipaux (MSW) par jour, ce qui signifie que chaque personne génère 0,38 kg de MSW par jour. Le taux de collecte est de 42% et le taux de récupération de la ville est de 17% ; cependant, les déchets gérés dans des installations contrôlées (SDG 11.6.1) sont de 0%.

Il n'y a pas de centres de tri municipaux, pas de tri à la source, presque 100 % des produits recyclables proviennent

du secteur informel des déchets (par les ramasseurs de déchets) et un certain nombre/toutes les personnes qui collectent les déchets de manière informelle/les commerçants intermédiaires n'ont pas de licence.

Sur la base [des résultats](#), l'atelier des parties prenantes locales, qui s'est tenu le 9 mai 2023, a abordé les défis et les possibilités d'amélioration du système de gestion des déchets solides municipaux et a partagé les idées avec tous les responsables de la gestion des déchets et les opérateurs privés de déchets, y compris les ramasseurs de déchets.



© ONU-Habitat



© ONU-Habitat

Application de l'outil WaCT à Iramba, Tanzanie

Le district d'Iramba est l'un des membres de Waste Wise Cities et de la Plateforme africaine des villes propres. Le district est l'un des six districts avec une municipalité dans la région de Singida, dans la partie centrale de la Tanzanie continentale. Le district compte quatre divisions administratives, 20 quartiers, 78 villages et 386 sous-villages. Les principales activités économiques du district d'Iramba sont l'agriculture à petite échelle, l'élevage, le commerce et l'exploitation minière.



© ONU-Habitat

Lors du recensement de 2022, le district comptait 328 912 habitants. Le district a effectué le suivi de l'indicateur 11.6.1 de l'ODD en utilisant le WaCT, de février à mars 2023. L'enquête a porté sur trois circonscriptions, à savoir Kiomboi (zone agricole), Shelui (zone commerciale) et Ntwike (zone minière).

Les résultats montrent que le district génère 528 tonnes de déchets solides municipaux (DSM) par jour, ce qui signifie que chaque personne génère 1,60 kg de DSM par jour. Le taux de collecte est de 1% et le taux de valorisation de 0%. Il n'y a pas d'installation de récupération dans le district, et les DSM gérés dans des installations contrôlées dans le district (SDG 11.6.1) ont montré 0%. Toutes les matières valorisables provenant des

installations d'élimination sont envoyées à Dar es Salaam ou dans d'autres districts de la région de Singida, à laquelle appartient le district d'Iramba.

Sur la base [des résultats](#), l'atelier des parties prenantes locales qui s'est tenu le 2 mars 2023 a discuté des défis et des possibilités d'améliorer le système de gestion des déchets solides, et a partagé les idées avec les fonctionnaires du

district/de l'arrondissement/du village, les chefs de sous-village, les chefs religieux et les volontaires de l'enquête.

Le district d'Iramba poursuivra le développement du projet sur la base des résultats obtenus lors de l'enquête et de l'atelier, afin de mettre en place un système de gestion des déchets durable dans le district.



© ONU-Habitat

Application de l'outil WaCT à Kinshasa, RDC

21 février 2023, Kinshasa - Les gens se sont rassemblés dans la salle de réunion de l'Unité de développement urbain de Kinshasa à partir de 9 heures pour lancer officiellement le projet DIY-WaCT en présence du ministre provincial de l'environnement, de représentants d'ONU-Habitat, de l'Autorité sanitaire de Kinshasa (Kinshasa), de l'Unité spéciale pour la protection de l'environnement (USPE) et d'autres responsables locaux de la gestion des déchets. Pendant deux semaines, les étapes 4 à 7 de l'outil Waste Wise Cities ont été menées à Kinshasa et le diagramme des flux de déchets a été appliqué.



© ONU-Habitat

L'atelier d'ouverture a été suivi d'une formation sur l'outil WaCT pour les fonctionnaires locaux et les volontaires qui devaient mener l'enquête aux côtés de l'agent technique de l'équipe de gestion des déchets d'ONU-Habitat et de la Cellule de Développement Urbain de Kinshasa (CDUK).

Au cours de la même semaine, des enquêtes sur les 10 décharges de Kinshasa ont commencé, impliquant 20 volontaires observant les profils des véhicules arrivant sur le site. Parallèlement, des entretiens approfondis ont été organisés avec 12 des principaux centres de récupération de Kinshasa.

Les résultats ont montré qu'à Kinshasa, 10 661 tonnes de déchets solides municipaux sont générées quotidiennement, mais que seulement 2 % sont collectés. Par conséquent, l'objectif de développement durable 11.6.1 à Kinshasa est de 1 %. La production de déchets solides municipaux par habitant à Kinshasa est de 0,75 kg par jour, et le taux de récupération de la ville est de 1 %.

À la suite de l'enquête de terrain et à l'analyse des résultats, un atelier a été organisé le 4 juillet 2023, pour présenter les résultats de l'enquête et les valider en présence des parties prenantes. En outre, l'atelier a permis de comprendre certaines des interventions clés nécessaires, au niveau de la gouvernance mais aussi au niveau technique et sur le terrain.



© ONU-Habitat

Application de l'outil WaCT à Abidjan, Côte d'Ivoire

Du 5 au 19 mars, la section déchets d'ONU-Habitat a envoyé un soutien technique à Abidjan afin d'appliquer l'outil Waste Wise Cities et le diagramme des flux de déchets en collaboration avec le Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Propreté de Côte d'Ivoire (MINHAS).

Au cours de la première semaine, un atelier de lancement a été organisé, suivi d'une formation sur l'outil WaCT. L'atelier a été suivi par les principales sociétés de

collecte, les représentants des autorités locales (maires des communes) et d'autres acteurs locaux du secteur des déchets. En outre, pour comprendre le flux de déchets dans la ville, MINHAS a organisé un itinéraire qui comprenait une visite des sites de collecte des déchets, des stations de transfert et enfin une visite du site de décharge sanitaire de Kossihouen situé juste à l'extérieur d'Abidjan. La deuxième semaine a été consacrée à des visites approfondies et à des entretiens avec les principales

entreprises de recyclage opérant à Abidjan. Au total, 10 installations de récupération ont été interviewées, un site de décharge a été visité, et nous avons eu une réunion avec l'association des pré-collecteurs de Cocody, ce qui nous a permis de mieux comprendre l'étape de la pré-collecte.

Les résultats de la mise en œuvre de l'outil Waste Wise Cities à Abidjan ont montré que la production quotidienne de déchets par habitant est de 0,95 kg. Actuellement, 6 005 tonnes de déchets solides municipaux sont générés par jour, dont 76% sont collectés et 75% sont gérés dans des installations contrôlées (SDG 11.6.1). Le taux de valorisation de la ville est estimé à 1%. Les choix d'Abidjan en matière de gestion des déchets sont très intéressants et pourraient être partagés avec d'autres villes comme modèle.



© ONU-Habitat

Actualités de Waste Wise Cities et de la Plateforme Africaine des Villes Propres

INC-2 à Paris

Du 29 mai au 2 juin 2023, la deuxième session du Comité de négociation intergouvernemental (INC-2) s'est tenue à Paris, afin d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin. Le fait que l'ONU-Habitat ait fait une présentation lors de l'événement parallèle officiel intitulé "Considérations socio-économiques dans la transition vers des approches circulaires du plastique, y compris les approches des droits de l'homme et l'inclusion du secteur informel des déchets" est un fait marquant pour Waste Wise Cities et la Plateforme africaine des villes propres. Les intervenants, sélectionnés par le secrétariat du CNI, étaient issus du gouvernement d'Afrique du Sud, du Kenya, d'ONU-Habitat, de Grid-Arendal, du Conseil international des associations de boissons, de la CSI et

de l'ISP. Le [rapport de synthèse](#) est disponible.

Le Secrétariat invite les observateurs et les Membres à soumettre par écrit (a) des éléments qui n'ont pas été examinés lors de la CNI-2, tels que les principes et le champ d'application de l'instrument, et (b) tout domaine potentiel de travail intersessionnel compilé par les co-facilitateurs des deux groupes de contact qui ont été établis lors de la CNI-2, afin d'éclairer les travaux de la CNI-3. De plus amples informations sont disponibles [ici](#). En outre, le Secrétariat publiera toutes les soumissions reçues sur le site web du CNI et préparera un rapport de synthèse



© PNU

des soumissions relatives au point (a).

ONU-Habitat, par l'intermédiaire du CME et de l'ACCP, recueillera les avis des villes membres afin d'étayer sa contribution.

La troisième session du CNI (INC-3) se tiendra en novembre 2023 au siège du PNU à Nairobi, au Kenya. Plus d'informations sont disponibles [ici](#).

Assemblée des Nations Unies pour l'Habitat (UNHA 2)

La deuxième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Habitat s'est tenue du 5 au 9 juin 2023 à Nairobi, au siège d'ONU-Habitat. Le thème de la session était "Un avenir urbain durable grâce à un multilatéralisme inclusif et efficace : atteindre les Objectifs de développement durable en temps de crise mondiale."

La gestion des déchets est abordée dans deux résolutions adoptées lors de l'UNHA2.

► **Journée Mondiale du Nettoyage :**

Cette résolution a été parrainée par l'Estonie et 14 autres États membres. Elle recommande à l'Assemblée générale de proclamer la date du 20 septembre comme Journée mondiale du nettoyage, qui sera célébrée chaque année à partir de 2024 ; et prie le Directeur exécutif de porter la présente résolution à l'attention de tous les États membres.

► **Planification urbaine et infrastructures durables :**

Cette résolution a été menée par le groupe des États africains. Elle vise à développer une plateforme numérique technique mondiale conviviale et facilement accessible pour l'urbanisation et le développement des infrastructures, et sera basée sur des contributions volontaires des États membres, des partenaires et des parties prenantes sans donateurs.

Le 7 juillet, une cérémonie de signature a eu lieu pour le projet « Waste Wise chapitre Nairobi – Korogocho ». Le projet, soutenu par la Direction générale pour la coopération au développement du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS), est conçu pour mettre en place un

système de gestion durable des déchets dans une zone à faible revenu de Nairobi. L'initiative, d'une durée de deux ans, soutient les programmes Waste Wise Cities et African Clean Cities de l'ONU-Habitat.

Le 8 juin, [un événement parallèle à la Journée Mondiale du Nettoyage](#) a été organisé par ONU-Habitat en collaboration avec le gouvernement estonien et Let's Do It World. L'événement a confirmé l'importance des efforts collectifs pour catalyser la coopération intersectorielle en vue d'un changement de comportement social vers des villes plus propres et des modes de production et de consommation responsables, ainsi que pour passer à un modèle d'économie circulaire.



© ONU-Habitat



© ONU-Habitat

Forum politique de haut niveau (HLPF)

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) s'est tenu du 10 juillet au 19 juillet à New York. Le thème était "Accélérer la reprise après la maladie à coronavirus (COVID-19) et la pleine mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable à tous les niveaux". Pendant le HLPF, certains événements ont été organisés en lien avec la gestion des déchets solides.

Le 12 juillet, un événement parallèle intitulé "Waste Wise Cities : Mobiliser 1000 villes à travers des activités de nettoyage pour atteindre l'ODD 11.6.1" a été co-organisé par la Mission



© LDIW

permanente de l'Estonie auprès de l'ONU, le Ministère du Climat de l'Estonie, la Fondation Let's Do It et ONU-Habitat avec les co-sponsors de la Turquie, de la Suède, de l'Inde, du Liban, de l'Italie et du Botswana. Au cours de l'événement,

la "Journée mondiale du nettoyage" a été présentée comme un outil permettant d'accélérer les efforts pour atteindre l'ODD 11, en promouvant l'importance de la gestion des déchets et le changement de comportement pour prévenir les



© ONU-Habitat



© ONU-Habitat

déchets sauvages. L'événement a également permis d'examiner comment la Journée mondiale du nettoyage, par le biais d'une sensibilisation massive, peut faire avancer et développer l'approche "des données à l'action" d'ONU-Habitat, en appliquant l'outil Waste Wise Cities dans 1 000 villes et en transformant leur système de gestion des déchets solides vers des modèles économiques circulaires d'ici à 2030.

Le 14 juillet, un autre événement parallèle intitulé " Des déchets à l'art - Sensibilisation instrumentale pour des villes économes en déchets " a été organisé conjointement par le

gouvernement estonien, la Fondation mondiale Let's Do It et ONU-Habitat. L'événement a invité trois artistes qui se sont consacrés à faire entendre la voix de l'injustice sociale et des problèmes environnementaux à travers leurs œuvres, transformant les déchets en art en utilisant la carte MetroCard et transformant les plastiques marins collectés sur les plages en art maritime. Ils ont partagé leur passion pour la transformation des déchets en trésors et ont souligné le rôle de l'art, qui peut contribuer à envisager un changement de paradigme, à transcender les frontières, à remettre en question les perceptions

et à susciter des conversations en tant que moyen puissant de sensibilisation et d'incitation à l'action.

De plus, le 15 juillet, un événement de nettoyage a été co-organisé par le gouvernement estonien, la Fondation mondiale Let's Do It et le jour national de nettoyage aux Etats-Unis (National CleanUp Day USA) à Hunters Point sur Long Island City. Ce mouvement de nettoyage nous a rappelé l'importance de faire de petits pas pour créer un avenir plus propre et plus vert, en promouvant une gestion responsable des déchets et en inspirant d'autres personnes à se joindre à nous.

Rejoignez le mouvement pour une planète propre ! - Journée Mondiale du Nettoyage 2023

Cette année, [la Journée Mondiale du Nettoyage](#) sera organisée le 16 septembre 2023 et la "Journée mondiale du nettoyage réunit des millions de bénévoles, de gouvernements et d'organisations dans 191 pays pour s'attaquer au problème mondial des déchets et construire un monde nouveau et durable." Pour faire un effort collectif afin de nettoyer nos villes, nos communautés et nos espaces voisins,

nous comptons sur votre participation positive !

Découvrez [ici](#) les grands travaux de nettoyage réalisés l'année dernière par les membres du WWC et de l'ACCP !

L'événement de nettoyage organisé à Hunters Point sur Long Island City le 15 juillet pendant le HLPF était une répétition générale pour une série d'événements de la Journée mondiale du nettoyage à



New York les 15 et 16 septembre 2023 à l'occasion du [sommet des ODD](#).

Conseil consultatif de personnalités éminentes du Secrétaire général des Nations unies sur le thème du zéro déchet

Le 26 juillet, la réunion préliminaire de présentation du Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur le zéro déchet s'est tenue en ligne pour permettre aux membres du Conseil consultatif de se présenter et de se familiariser avec le mandat du Conseil. Mme Emine Erdoğan, Première Dame de Turquie, est la présidente du Conseil et M. Jose Manuel Moller, directeur

général et fondateur d'Algramo, en est le vice-président. Les membres ont été sélectionnés sur la base de leurs connaissances, de leur expérience et de leur expertise, en tenant compte de l'équilibre



© ONU-Habitat

entre les hommes et les femmes et d'une représentation géographique équitable.

L'objectif du conseil consultatif est de promouvoir les initiatives locales et nationales "zéro déchet", notamment par la diffusion des meilleures pratiques et des exemples de réussite, afin de

contribuer directement à la mise en œuvre de la [Résolution 77/161 de l'Assemblée générale des Nations Unies](#).

La première réunion en personne du conseil consultatif aura lieu au cours de cette année.

Avant la réunion, une cérémonie de signature a été organisée en Turquie pour signer un accord de contribution entre l'Union des municipalités de Turquie et ONU-Habitat, qui soutiendra le travail de secrétariat fourni par ONU-Habitat et le PNUE au Conseil consultatif.

13e Journée de l'Entreprise Sociale 2023

Les 27 et 28 juillet, la 13e Journée de l'entreprise sociale s'est tenue à Langkawi, en Malaisie. La Journée de l'entreprise sociale est un rassemblement mondial annuel organisé par le Centre Yunus pour célébrer et partager les expériences accumulées par les dirigeants et les entrepreneurs d'entreprises sociales qui ouvrent la voie à un avenir durable et juste dans tous les coins du monde. La conférence s'est concentrée sur le thème « Guerre, paix et économie : l'avenir des êtres humains ».

La conférence a rassemblé 700 délégués de 31 pays du monde entier, dont le Japon, la Chine, les Philippines, le Népal, Colombo, l'Inde, l'Italie et le Brésil. En outre, la conférence a réuni



120 intervenants de renom, tels que Mahathir Mohamad, ancien premier ministre de Malaisie, José Ramos-Horta, président du Timor-Oriental, Thomas Bach, président du Comité international olympique, et Marina Silva, ministre brésilienne de l'environnement et du changement climatique.

Le 27 juillet, le message vidéo de Mme

Maimunah Mohd Sharif, secrétaire générale adjointe et directrice exécutive d'ONU-Habitat, a été présenté dans les remarques d'ouverture, soulignant que l'entreprise sociale est un outil essentiel pour créer une économie circulaire juste et durable, relever les défis des déchets, autonomiser les communautés marginalisées et inspirer un changement positif à l'échelle mondiale.

Appel à l'action

- Partagez avec nous vos bonnes pratiques en matière de financement durable de la GDS, les pratiques zéro déchet, d'autres solutions et autres solutions innovantes liées aux déchets solides urbains durables et à l'économie circulaire,
- Mettez en œuvre des stratégies de GDS efficaces et financièrement viables dans vos villes !
- Devenez [membre](#) ou [affilié](#) de l'ACCP et/ou de Waste Wise Cities et partagez vos expériences avec nous !
- Visitez notre site web pour obtenir plus de détails sur nos projets de financement de la GDS !
- Rejoignez-nous lors de la [Journée Mondiale du Nettoyage 2023](#) !